

# BRUNO LAFONT

Co-président du conseil d'administration de LafargeHolcim

Merci beaucoup pour l'invitation. Je vais tenter d'être bref et de mettre l'accent sur les entreprises pour ensuite vous donner quelques exemples de coopération entre gouvernements et entreprises et de lier cela au sujet de l'éthique et au sujet des technologies.

Je pense que nous devons être pratiques. Je ne vais pas parler des relations quotidiennes entre les gouvernements et les entreprises. Je veux me concentrer sur les deux ou trois transformations mondiales qui sont en train de se produire. Tout le monde a parlé de la mondialisation ; il y a autre chose qui est en train de se produire, et c'est le changement climatique, c'est une grande transformation ; la troisième, c'est l'urbanisation, qui va être un changement radical au niveau mondial dans les années à venir, en particulier dans les pays en développement ; et le dernier point c'est la numérisation.

Grâce à ces grands défis, la coopération entre les gouvernements et les entreprises, tout du moins les plus grosses, s'est beaucoup améliorée au cours des trois à cinq dernières années. Pour vous donner un exemple, à Copenhague en 2008, les entreprises n'avaient pas le droit d'entrer sur le lieu des débats et étaient localisées à 80 km des négociateurs ; à Paris, elles étaient à 80 m des négociateurs, soit aussi près que les ONG. Le résultat de ce rapprochement, c'est que les accords de Paris mentionnent la tarification du carbone comme un bon moyen d'accélérer les réformes relatives au changement climatique et de réduire l'augmentation de température à moins de 2 %. C'est une dynamique impliquée qui a été créée par 200, 300, 400 grandes entreprises motivées qui ont donné leur opinion non seulement une fois, mais à plusieurs reprises pendant le processus. Cela a continué à Marrakech, où je me trouvais la semaine dernière. Nous voyons des entreprises là, car la transformation n'est pas simple, je parle de la transformation économique ou d'une transformation qui a un impact économique. Pourquoi ? De façon générale, les entreprises auront un rôle très important à jouer dans la transformation. C'est vrai pour la mondialisation, et c'est vrai pour le changement climatique. Sans les entreprises, il n'y aurait pas de technologies ou de nouvelles façons de construire des voitures, d'inventer la voiture du futur, etc. Cela requiert une grande coopération entre les gouvernements et les entreprises, et c'est ce qui se produit à l'heure actuelle. Je ne dis pas que tout va bien et qu'il n'y a rien à améliorer. On peut améliorer de nombreuses choses et je vais vous donner plusieurs exemples. En matière d'organisation, et je pense que c'est une question de gouvernance, on devrait réfléchir à comment simplifier l'organisation de certains États. Je pense que les entreprises doivent réfléchir à comment elles gèrent leurs propositions, comment elles coopèrent entre elles pour gérer des propositions qui prennent en compte non seulement les intérêts de nos entreprises mais également les intérêts du sujet et la transformation. C'est un domaine dans lequel il y a beaucoup à améliorer.

Nous avons aussi beaucoup à améliorer dans l'évaluation, et là je reviens sur la question éthique. La transformation signifie le changement, ce qui veut dire que certains sujets de discussion seront encore inconnus. Nous ne savons pas tout de l'avenir, mais nous pouvons parler de beaucoup de points et nous aurons un problème si nous ne nous évaluons pas et si nous ne nous engageons pas à vérifier ce que nous avons fait par rapport à ce que nous avons annoncé. Je pense que la responsabilité des entreprises, comme la responsabilité des gouvernements, qui est un autre exemple des Accords de Paris, commence par l'annonce des engagements ainsi que des moyens mis en œuvre pour les évaluer.

De la même façon que je vois des améliorations possibles dans la coopération entre l'État et les entreprises, j'entrevois aussi des dangers. Le premier, c'est que les peuples, souvent représentés par les ONG, peuvent dire et



penser que les États, les gouvernements et les entreprises travaillent ensemble aux dépens du peuple. Cela pourrait expliquer certaines des discussions que nous avons eues à propos de certaines élections. Cependant, il est vrai que si nous voulons réussir ces transformations, créer de la richesse en tant qu'entreprises et mener à bien une vision en tant que gouvernement ou pays, nous devons également évaluer la situation et nous assurer que personne n'est laissé sur le carreau, sans travail, sans comprendre les nouvelles technologies, sans comprendre l'avenir.

Je ne vais pas entrer dans la discussion de savoir si la mission d'une entreprise est de simplement générer des profits ou de faire plus. Je pense qu'elles doivent faire plus si elles veulent générer des bénéfices et elles doivent améliorer leurs évaluations. Il y a un sujet intéressant dont on parle rarement, qui est de savoir si nous travaillons tous pour l'intérêt général. C'est plaisant d'en parler, mais comment peut-on évaluer notre contribution à l'intérêt général ? Comment une entreprise peut-elle produire une sorte de bilan, une sorte de bilan qui montrerait non seulement les pertes et profits, mais également la valeur de sa contribution à la société, pas seulement dans l'environnement immédiat mais également dans des termes plus généraux ? Nous avons commencé à évoquer cela lors du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et nous l'avons appelé « redéfinir la valeur ». Je pense que cette idée a beaucoup de mérite, car si nous réussissons, nous serons plus responsables, plus transparents, nous aurons de nouvelles idées et de nouvelles directions à emprunter, et nous accepterons aussi l'examen critique de l'opinion publique et des gouvernements. C'est peut-être une nouvelle façon de pratiquer l'éthique, pas seulement en respectant les règles, ce qui est la base, mais en apportant quelque chose à la société.

Merci beaucoup.